Nations Unies A/65/174*

Assemblée générale

Distr. générale
26 juillet 2010
Français
Original : anglais

Soixante-cinquième session
Point 27 a) de l'ordre du jour provisoire**
Développement social : suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale

Étude générale de l'incidence des crises mondiales convergentes sur le développement social

Rapport du Secrétaire général

Résumé

La présente étude a été élaborée en application de la résolution 64/135 de l'Assemblée générale relative à la suite donnée au Sommet mondial sur le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Elle analyse les effets des crises mondiales alimentaire et énergétique, ainsi que ceux des crises financière et économique sur le développement social et recommande des mesures qui mettent l'accent sur les populations, la protection sociale et une croissance soutenue.

* Nouveau tirage pour raisons techniques (2 décembre 2010).
** A/65/150.

10-46484*X (F) 021210 031210

Merci de recycler

I. Introduction

1. Les crises mondiales survenues entre 2007 et 2009 ont eu de graves répercussions sur le développement social et économique. Les efforts de nombreux pays en développement sont contrariés par le poids des crises alimentaire et énergétique et par les effets combinés des crises financière et économique mondiales. Ce sont tout particulièrement les chances de réduction de la pauvreté[1], de la faim, de la malnutrition, du chômage, des inégalités et de l'exclusion sociale qui sont compromises. S'il est vrai que des millions de personnes dans les pays développés ont perdu de bons emplois, des pensions de retraite, les économies de toute une vie et des maisons, il n'en demeure pas moins que les personnes vivant dans la pauvreté dans les pays en développement ont connu une dégradation sans précédent de leur bien-être, bien qu'elles ne soient en aucun cas à l'origine de ces crises et qu'elles constituent les couches les plus vulnérables aux effets de tout choc majeur.

2. Dans la mesure où la crise financière a bouleversé certains des taux de croissance économiques les plus soutenus que les pays en développement avaient connu depuis des décennies, ces derniers ne seront pas en mesure de regagner le terrain qu'ils ont perdu, même en cas de reprise économique. Les jeunes filles qui ont été obligées d'abandonner l'école ou de remettre à plus tard leur scolarisation ne rattraperont pas les années perdues. Les jeunes qui entrent sur le marché du travail au moment où les possibilités d'emploi deviennent de plus en plus rares resteront au chômage pendant longtemps. Les enfants souffrant d'un retard de croissance ou de malnutrition en raison de la crise alimentaire ne seront pas épargnés par les effets débilitants à long terme de cette situation sur leur développement physique et mental. Le décès de faim et de malnutrition de milliers de nourrissons aurait pu être évité.

II. Causes des crises et vulnérabilité des pays en développement

3. Les crises financière et alimentaire sont les deux faces d'une même pièce. Elles ont toutes deux la même origine : les échecs spectaculaires la dérégulation de l'économie de marché. En raison de la mondialisation et de la dérégulation, le lien entre le système mondial d'approvisionnement alimentaire et les marchés financiers est tel que l'instabilité de l'un peut entraîner la déstabilisation de l'autre. Toutefois, la coordination des politiques macroéconomiques des pays s'est avérée insuffisante. Par ailleurs, de nombreuses tentatives visant à réglementer, superviser et surveiller les marchés financiers se sont soldées par des échecs manifestes. En réalité, les cadres réglementaires n'ont pas permis de porter un coup d'arrêt aux comportements irresponsables des grandes banques et des sociétés d'investissement concernant les produits dérivés. L'aisance du marché des capitaux a fini par provoquer une bulle des prix des actifs aux États-Unis et un tsunami financier à travers le monde.

---

[1] Selon le Rapport sur les objectifs du Millénaire pour le développement de 2010, le taux global de pauvreté devrait tomber en dessous de 15 % d'ici à 2015, ce qui se traduirait par environ 920 millions d'individus vivant en dessous du seuil de pauvreté international, soit une diminution de moitié par rapport à 1990. Toutefois, les effets de la crise financière mondiale devraient persister : les taux de pauvreté seront légèrement plus élevés en 2015 et au-delà que si la croissance de l'économie mondiale s'était maintenue à son rythme d'avant la crise.

4. De même, les disparités dans l'approvisionnement et la distribution alimentaires à l'échelle mondiale ont, de par leur caractère non durable, entraîné les crises alimentaire et énergétique. Cette situation a été aggravée par la spéculation excessive des grandes compagnies sur les produits agricoles [2]. Les pays en développement ont également négligé d'investir dans l'agriculture et se sont orientés vers le marché mondial pour acheter des produits alimentaires bon marché en conséquence des programmes d'ajustement structurel, de la libéralisation des marchés et de la baisse de l'aide publique au développement (APD) destinée à la promotion de l'agriculture. En effet, la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie n'était ni le résultat d'un déficit de production au plan mondial, ni d'une insuffisance de l'offre relative aux principales productions vivrières. Bien au contraire, la production vivrière mondiale a en réalité augmenté au cours de la dernière décennie, y compris par tête d'habitant[3].

5. Suite à la déréglementation financière intervenue aux États-Unis durant les années 80, les grandes banques ont commencé à jouer un rôle majeur sur les marchés à terme. Ce rôle s'est considérablement renforcé après l'effondrement du marché immobilier des subprimes, lorsque les investisseurs se sont mis à rechercher des placements sûrs. On estime que les flux de capitaux d'investissement des fonds spéculatifs et des grands investisseurs institutionnels sur les marchés à terme de matières premières s'élèvent à plusieurs centaines de milliards de dollars. Le pari de ces nouveaux opérateurs sur la fluctuation des prix a donné lieu à une spéculation excessive, qui a fait flamber les prix à terme des cultures vivrières de base, créant ainsi une bulle spéculative sur les prix des denrées alimentaires. Un comportement spéculatif semblable a gagné les contrats à termes du secteur énergétique et fait monter les prix du pétrole. Ces hausses ont exercé une pression accrue sur les produits de base par le biais de l'augmentation des coûts de production et de transport. Par conséquent, ces fluctuations de prix ont pénalisé bon nombre de pays en développement tributaires de l'importation de denrées alimentaires.

6. Les effets de la spéculation excessive sur les marchés à terme ont été exacerbés par d'autres facteurs liés aux contraintes affectant l'offre. Au nombre de celles-ci figurent le détournement de produits alimentaires de base vers la production de biocarburants et de biogazole et de terres agricoles vers la production de cultures énergétiques, le faible niveau des investissements dans le secteur agricole et dans les infrastructures rurales, ainsi que les phénomènes météorologiques extrêmes induits par le changement climatique tels que les sécheresses, les inondations et les cyclones.

7. Les conséquences de l'augmentation des prix de denrées alimentaires et des combustibles varient d'une région à l'autre et à l'intérieur d'une même. Elles ont été beaucoup plus ressenties en Afrique et en Asie du Sud, en raison des problèmes agricoles chroniques auxquels ces zones géographiques étaient déjà confrontées. Dans le cas de l'Afrique, la situation a été grave, les engagements pris en matière de sécurité alimentaire ayant été reniés au cours de ces deux ou trois dernières décennies, en raison de la libéralisation des économies intervenue dans le cadre des programmes d'ajustement structurel. Cela a fait basculer la région de l'état d'exportateur net à

---

[2] Gosh, J. 2010. "The unnatural coupling: food and global finance". Journal of Agrarian Change, 10, 72-86.

[3] Anderson, D.M. 2009. "A question of governance: to protect agribusiness profits or the right to food?", Agribusiness Action Initiatives.

celui d'importateur net de produits alimentaires. D'autre part, le développement agricole de ces pays a été contrarié par le fait que les pays développés n'ont cessé d'accorder des subventions à leurs agriculteurs, ce qui a rendu les produits agricoles des pays pauvres non compétitifs, même sur leur propre marché.

8. Bien que les pays en développement aient encadré leur économie et que bon nombre d'entre eux aient pu maintenir des niveaux élevés de réserves en devises tout en évitant les mauvaises pratiques en matière de crédit, ils n'ont pas été épargnés par ces crises. L'impact réel des crises a été ajusté en fonction de la vulnérabilité de chaque pays aux chocs extérieurs. Les pays africains ont dû faire face à des conditions commerciales en constante détérioration, à la chute de la demande de produits d'exportation, à une baisse des flux de capitaux et des transferts de fonds, et au déclin du tourisme[4]. Au fil du temps, certains de ces pays ont réussi à occuper des créneaux lucratifs sur les marchés des pays développées en commercialisant des produits tels que les fleurs, les fruits, les légumes et les textiles. La contraction marquée de la demande des marchés des pays développés s'est traduite par de très fortes chutes des recettes d'exportation. Dans ces conditions, la croissance du PIB du continent, dont le taux s'était maintenu à 5 % pendant une décennie, est tombée à 2,5 % en 2009.

9. S'agissant de l'Amérique latine, les crises commerciales et la baisse des transferts de fonds ont constitué la principale voie de transmission, pendant que l'Asie pâtissait des capitaux mobiliers, des transferts de fonds et des échanges. Cependant, l'Asie a continué de profiter d'une forte croissance, grâce à la Chine et à l'Inde. En revanche, la croissance en Europe de l'Est et en Asie Centrale s'effondrait pratiquement. De manière générale, les pays dont l'économie était diversifiée ont nettement mieux résisté que ceux dont l'économie reposait sur un seul produit d'exportation ou sur une source limitée d'entrée de devises comme le tourisme ou les transferts de fonds.

10. Le poids accru de la dette interne et externe, le coût de plus en plus élevé de l'emprunt sur les marchés internationaux, la chute des exportations et des recettes locales ont réduit la marge de manœuvre budgétaire de la plupart des pays pauvres. Ceux-ci n'ont pas eu les moyens de s'engager dans des politiques macroéconomiques anticycliques du type de celles qui ont joué un rôle de premier plan dans la relance de la demande et la réduction des pertes d'emplois dans les pays développés et dans les pays à revenu intermédiaire. Le manque d'accès aux capitaux extérieurs a ralenti les investissements indispensables dans les projets d'infrastructures publics et privés et entravé la croissance durable et la création d'emplois.

11. La crise économique a également eu une incidence sur la viabilité de l'endettement dans les pays en développement. Il est estimé qu'environ 3 000 milliards de dollars de la dette souveraine extérieure et plus de 1 000 milliards de dollars de dette extérieure du secteur privé sont arrivés à échéance en 2009. La baisse de la croissance devrait réduire la capacité des pays pauvres de s'acquitter de ces dettes[5]. À long terme, les retards dans le remboursement de la dette coûteront

---

[4] OCDE, Banque africaine de développement et Commission économique pour l'Afrique. 2010. *Perspectives économiques en Afrique, 2010* : la mobilisation de ressources publiques et l'aide en Afrique. OCDE : Paris.

[5] UNCTAD. The impact of the financial and economic crisis on debt sustainability in developing countries. UNCTAD Secretariat Note, September 2009.

très cher aux pays pauvres et bon nombre d'entre eux accuseront vraisemblablement des retards supplémentaires dans le financement de leurs programmes de réduction de la pauvreté.

III. Mesures permettant de faire face aux crises

12. De nombreux pays industrialisés ont réagi à la crise financière et économique en appliquant des politiques monétaires et budgétaires expansionnistes. Ces mesures de relance ont été conçues pour prévenir l'effondrement d'un secteur financier surendetté, rationaliser l'utilisation des ressources disponibles, stimuler la demande et mettre en place un ensemble limité de dispositifs de protection sociale en faveur des groupes vulnérables. Ces initiatives sans précédent ont donné des résultats satisfaisants[6]. Elles ont permis de relancer la croissance, de rationaliser l'utilisation des crédits disponibles et d'éviter l'effondrement des systèmes financiers. Ces initiatives ont également permis d'accroître les fonds des institutions financières internationales destinés à faire face à l'impact des crises sur les pays à revenu intermédiaire et à faible revenu.

13. Afin de réduire l'impact social des crises à l'intérieur de leurs propres frontières, la plupart des pays les plus industrialisés ont consacré une part importante de leurs ressources au renforcement des systèmes de protection sociale. Par exemple, les États-Unis ont consacré 39 % de leur programme de relance à la protection sociale, la France 16 %, l'Allemagne 25 % et la Finlande 43 %[7]. Tandis que l'on assiste à une reprise de la croissance, l'impact social de la crise est toujours ressenti dans les pays industrialisés. Les taux de chômage, en particulier, demeurent très élevés, notamment parmi les jeunes et les autres groupes sociaux. Les ressources consacrées à l'économie réelle ont stagné, d'où la lenteur de la création d'emplois. L'aggravation des déficits budgétaires et de la situation de la dette publique menacent également la croissance et va vraisemblablement déboucher sur d'importantes réductions de salaire et de pension, et sur une dégradation de la qualité de services sociaux de base.

14. Les pays en développement ont également adopté des stratégies d'atténuation de l'impact de la crise, chaque fois qu'ils en avaient financièrement la possibilité. Quelques-uns d'entre eux ont pu adopter de telles mesures grâce à l'amélioration de la situation intérieure que les dures leçons tirées des crises antérieures ont rendu possible. Par exemple, bon nombre de pays ont accumulé des réserves en devises comme instrument d'autoassurance, une leçon tirée de la crise financière asiatique de 1997-1998.

15. Dans la région de l'Asie et du Pacifique, plusieurs pays ont mis en place des programmes de formation professionnelle à l'intention des chômeurs et des travailleurs qui ont perdu leur emploi. La Thaïlande a pris des initiatives en faveur des nouveaux diplômés, tandis que le Bangladesh a mis l'accent sur les travailleurs migrants de retour. Le Viet Nam a offert des prêts à des taux préférentiels aux personnes les plus démunies afin de promouvoir le commerce et la production dans les zones rurales. La Chine a augmenté la portée de ses programmes de lutte contre

---

[6] Déclaration du Sommet du G20, Toronto, 26-27 juin 2010.

[7] Zhang, Y., Thelen, N., and Rao. A. 2009. Social protection in fiscal stimulus packages: some evidence. A UNDP/ODS Working Paper.

la pauvreté, pendant que le Pakistan a lancé le programme Benazir destiné à soutenir les revenus, qui prend en charge 6 à 7 millions de ménages pauvres.

16. Les mécanismes de garantie de l'emploi font également recette dans de nombreux pays, face à la montée du chômage. Ces programmes visent d'habitude les chômeurs et les femmes. En Afrique du Sud et en Inde, par exemple, de nombreuses personnes ont été recrutées pour travailler dans des projets d'infrastructures publiques.

17. En Amérique latine, la mise en place de programmes de transferts monétaires à des conditions spéciales et l'accroissement des dépenses consacrées aux programmes de protection sociale ont permis à cette région d'être mieux armée pour faire face aux crises actuelles et d'atténuer certains de leurs effets. Aujourd'hui, les programmes de transferts monétaires à des conditions spéciales touchent plus de 22 millions de familles dans 17 pays[8]. Les gouvernements ont également pris d'autres mesures pour protéger les indigents de la récession mondiale. L'Argentine a élargi le bénéfice des prestations sociales à 3,5 millions d'enfants à travers son programme universel d'allocations pour enfants à charge.

18. En Afrique sub-saharienne, de nombreux pays ont cherché à alléger le fardeau que ces crises représentent pour les populations les plus défavorisées et les plus vulnérables en augmentant les dépenses consacrées aux programmes de protection sociale, déjà en place ou nouveaux. L'Éthiopie accorde des subventions sur le blé afin d'atténuer l'impact de l'inflation sur les pauvres des villes et sur les populations rurales les plus défavorisés. Le Sénégal a lancé un programme de transferts monétaires en faveur des mères et des enfants, pendant que la Namibie et l'Afrique du Sud ont renforcé l'aide aux personnes âgées et aux enfants et ont également augmenté les dépenses en matière de santé et de logements sociaux. L'Afrique du Sud a consacré 56 % de son plan de relance à la protection sociale. Au Ghana, au Kenya et au Nigéria, les moyens d'action englobent des distributions de vivres aux groupes vulnérables, des programmes d'alimentation scolaire et des transferts monétaires[9]. Toutefois, les restrictions concernant l'accroissement de la dette extérieure ont limité la capacité des pays ayant bénéficié de mesures d'allégement de la dette dans le cadre des initiatives prises à l'échelon international de mettre en œuvre des mesures de relance budgétaire[10].

19. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, les subventions aux prix des denrées alimentaires de première nécessité, la protection des salaires dans certains secteurs et l'amélioration de l'accès à l'éducation et aux services de santé ont été quelques-unes des réponses les plus appréciées des populations. Des pays comme la Turquie, l'Égypte, l'Arabie saoudite et le Maroc ont également adopté des mesures de relance budgétaire conçues pour créer des emplois à travers des investissements dans des projets d'infrastructures[11].

---

[8] ECLAC. 2009. Social Panorama of Latin America 2009. Briefing Paper. ECLAC: Santiago.

[9] Overseas Development Institute. 2010. The global financial crisis and developing countries: Phase 2 synthesis. Working Paper 316.

[10] Arieff, A., Weiss, M.A., and Jones, V.C. 2010. The global economic crisis: impact on sub-Saharan Africa and global policy responses. Congressional Research Service Report for Congress, R40778

[11] Jones, N., Harper, C., Pantuliano, S., Pavanello, S., Kyunghoon, K., Mitra, S. and Chalcraft, K. 2009. Impact of the economic crisis and food and fuel price volatility on children and women in the MENA region. Overseas Development Institute, Working Paper 310.

20. En avril 2008, le Secrétaire général des Nations Unies a mis en place une Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire composée de responsables d'organismes spécialisés, de fonds et de programmes, des institutions de Bretton Woods et de responsables d'importantes entités du Secrétariat des Nations Unies.

21. La FAO a organisé une Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale en juin 2008, à Rome. La Conférence a lancé un appel à la communauté internationale pour qu'elle augmente l'aide aux pays en développement, en particulier ceux qui ont été touchés par la flambée des prix des denrées alimentaires. Le Sommet mondial sur la sécurité alimentaire tenu en novembre 2009 à Rome a adopté des plans d'action visant à garantir la sécurité alimentaire.

22. En juillet 2009, le Sommet du G8 a adopté l'Initiative de l'Aquila sur la sécurité alimentaire et annoncé une contribution financière de 20 milliards de dollars sur une période de trois ans à l'appui d'une action globale coordonnée et menée par les pays pour faire face à l'insécurité alimentaire. En janvier 2010, la Banque mondiale a mis en place un mécanisme de financement multilatéral destiné à accorder un financement supplémentaire aux entités publiques et privées, en vue de soutenir des plans stratégiques nationaux et régionaux d'intervention en faveur de l'agriculture et de la sécurité alimentaire dans les pays pauvres.

IV. Incidences sociales

23. Même si le manque de données en temps réel sur le bien-être des ménages entrave les efforts de suivi et d'évaluation de l'impact complet des crises mondiales convergentes sur le développement social, on s'accorde généralement à remarquer que ces crises ont entravé les progrès vers la réalisation des objectifs convenus à l'échelon international, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

A. Pauvreté

24. Pris dans leur globalité, les pays en développement avaient enregistré un recul remarquable de la pauvreté avant les crises. Le nombre de personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour est passé de 1 milliard 900 millions en 1981 à 1 milliard 400 millions en 2005. Cependant, la récession mondiale a ralenti, voire compromis, les efforts d'éradication de la pauvreté dans un certain nombre de pays en développement.

25. D'un pays à l'autre, l'impact de la crise économique sur la pauvreté dépend dans une large mesure de la manière dont l'évolution des flux financiers privés, des échanges, des taux de change, des transferts de fonds, de l'aide officielle au développement (APD) et des services pèsent sur la croissance. Dans la plupart des cas, la baisse du PIB par habitant s'accompagne d'une augmentation de la pauvreté. On estime qu'une baisse de 1 % de la croissance moyenne du PIB des pays en développement entraîne une augmentation du nombre de personnes pauvres de 2 %[12].

[12] IMF. 2009. The implications of the global financial crisis for low-income countries. Washington, D.C.: IMF.

26. La forte baisse de la croissance du PIB dans les pays en développement a précipité ou piégé un grand nombre de personnes dans la pauvreté. Certaines d'entre elles ont été victimes des suppressions d'emplois opérées dans certains secteurs et pourraient demeurer dans cette situation, même si la croissance reprend. Le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies estime qu'entre 47 et 84 millions de personnes supplémentaires sont restées ou sont devenues pauvres dans les pays en développement et les économies en transition en 2009, ce qu'elles auraient pu éviter si la dynamique de croissance d'avant la crise s'était maintenue. La Banque mondiale estime que le nombre de personnes qui se retrouveront dans la pauvreté du fait de l'effondrement de l'économie atteindra 64 millions d'ici à la fin de 2015. La Banque soutient également que le taux mondial de pauvreté continuera de baisser en dépit de la crise, pour atteindre 15 % d'ici à 2015, au lieu des 14,1 % qu'il aurait dû afficher sans la crise[13]. Il faut ajouter à cela les 130 à 155 millions de personnes devenues pauvres en raison des crises alimentaire et énergétique.

27. La forte augmentation du nombre de pauvres s'explique en partie par le fait qu'un grand nombre de personnes vivent à la limite de la pauvreté et que ces dernières deviennent, par conséquent, particulièrement vulnérables aux chocs externes. Le choc brutal de revenu lié aux pertes d'emplois et aux revenus du travail a rapidement poussé ces personnes vulnérables vers la pauvreté. Les fortes augmentations des prix des denrées alimentaires ont également eu des effets comparables sur le pouvoir d'achat des personnes vivant dans la pauvreté et des personnes vulnérables, ce qui a non seulement poussé un plus grand nombre de personnes vers la pauvreté, mais également accentué l'acuité de celle-ci. Les pauvres des zones urbaines, les familles monoparentales, les enfants et les personnes âgées ont été particulièrement exposées. L'absence de systèmes de protection sociale universelle dans les pays en développement signifie que le nombre de personnes vulnérables va sans doute augmenter, dans la mesure où les efforts de relance demeurent limités. Dans un certain nombre de pays, les programmes de protection sociale en place visent généralement les personnes vivant dans une pauvreté chronique et n'ont pas été conçus pour absorber le grand nombre de ceux qui ont subitement rejoint les rangs des travailleurs pauvres ou de ceux qui ont perdu leur emploi.

28. La crise économique a aussi diminué les revenus et les avoirs des individus et des ménages. En général, les inégalités ont tendance à se réduire après une crise financière, lorsque la baisse des salaires moyens des plus riches est supérieure à celle de la moyenne des salaires[14]. Cependant, la récession actuelle a également eu un impact sur les revenus et les avoirs des ménages à revenu intermédiaire et des ménages à faible revenu, en raison du ralentissement de l'activité économique, de l'évolution des prix relatifs, et des mesures d'austérité budgétaire qui ont entraîné une réduction des dépenses d'éducation et de santé[15].

---

[13] World Bank and IMF. 2010. Global Monitoring Report 2010: The MDGs after the Crisis. The World Bank: Washington, D.C.

[14] Dhéret, C. and Zuleeg, F. 2010. Impact of the economic crisis: greater income equality but less well-being? European Policy Centre, Policy Brief: May.

[15] Baldacci, E., de Mello L. and Inchauste G. 2002. "Financial crises, poverty, and income distribution", Finance and Development, 39 (2).

29. Une étude évaluant la pauvreté et les effets de la crise financière mondiale actuelle sur la répartition des revenus au Bangladesh, au Mexique et aux Philippines montre que pendant que le nombre de personnes vivant dans la pauvreté a augmenté de plus d'un million, l'impact de la crise sur la répartition des revenus a été relativement important sur les revenus moyens. Au Mexique et aux Philippines, 15 à 20 % des ménages qui se situent entre les quatrième et septième déciles se sont retrouvés dans un décile inférieur en raison de la perte de revenus. Au Bangladesh, 10 % des ménages de ce groupe ont également été relégués à une catégorie de revenus inférieure. Au Mexique, 20 % des plus pauvres ont subi une perte de revenus d'environ 8 %[16]. Ainsi, une baisse significative de revenus des ménages du groupe des revenus les plus bas poussera certainement davantage de personnes vers une situation de pauvreté plus aiguë.

B. Faim et sécurité alimentaire

30. Le nombre de personnes souffrant de la faim n'a cessé d'augmenter depuis le milieu des années 90, atteignant un nouveau record historique de 1 milliard 200 000 personnes dans le monde en 2009. Deux milliards d'autres personnes souffrent de carences en micronutriments. La faim a davantage sévi en Asie et dans le Pacifique, où vivent 642 millions de personnes sous-alimentées. Avec environ 265 millions de personnes souffrant de la faim, l'Afrique subsaharienne détient le record de sous-alimentation par rapport à taille de sa population[17]. Le nombre de personnes souffrant de la faim a également augmenté de 13,5 % au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, et de 12,8 % en Amérique latine et aux Caraïbes . Les enfants ont aussi été très sévèrement touchés (129 millions d'enfants présentaient un déficit pondéral et 195 millions d'enfants âgés de moins de 5 ans accusaient un retard de croissance).

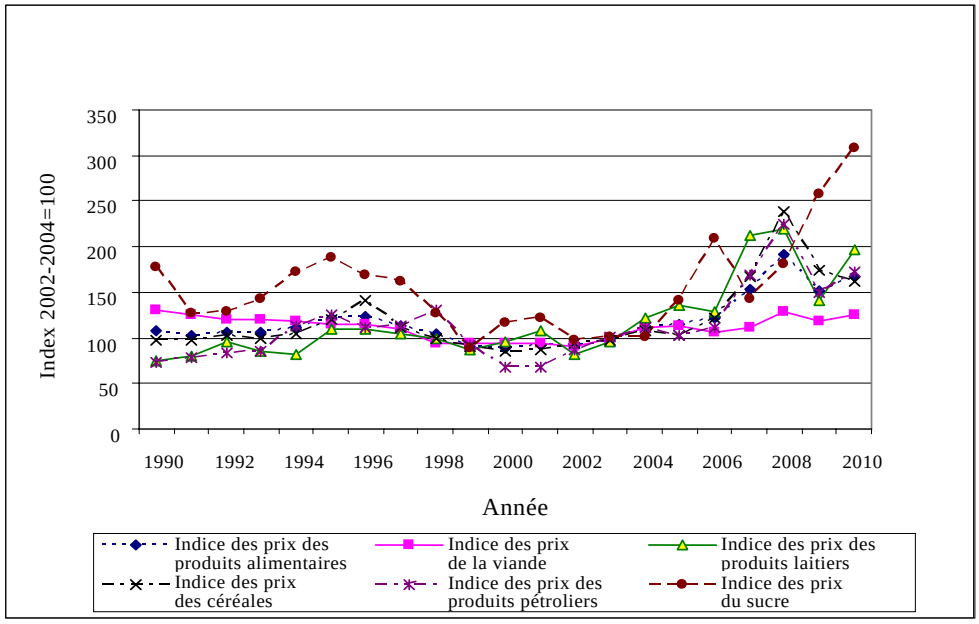
31. Le monde compte davantage de personnes souffrant de la faim de nos jours, non pas à cause de pénuries à grande échelle, car il y a suffisamment de nourriture sur la planète. Cependant, un grand nombre de personnes pauvres et de ménages vulnérables ont été exposés à une flambée des prix entre 2006 et 2008, qui a marqué la fin d'une époque où la nourriture était bon marché. Au début de l'année 2006, les prix internationaux des produits agricoles de première nécessité ont considérablement augmenté, atteignant leur niveau le plus élevé en près de 30 ans au cours du premier trimestre de 2008. Par la suite, ils ont baissé jusqu'en décembre 2008, avant de se maintenir à des niveaux plus élevés qu'auparavant (figure 1).

---

[16] Habib, B., Narayan, A., Olivieri, S., and Sanchez-Paramo, C. 2010. The impact of the financial crisis on poverty and income distribution: insights from simulations in selected countries. http://www.voxeu.org/index.php?q=node/4905.

[17] FAO. 2009. *More People Than Ever Are Victims of Hunger*. Rome: FAO.

Figure 1
Indices FAO des prix des aliments (2002-2004=100)



Source: http://www.fao.org/fileadmin/templates/worldfood/Reports_and_docs/Food_price_indices_data.xls.

32. Les prix des aliments au niveau national sont restés instables à cause des dysfonctionnements persistants des marchés, de la demande de biocarburants et de plusieurs contraintes liées à l'offre, notamment la hausse des prix des intrants agricoles, l'absence de crédit et l'appauvrissement des sols. Le panier de la ménagère a également été grevé par les fluctuations des taux de change. Dans les pays où le dollar des États-Unis d'Amérique a connu une hausse, les prix des denrées alimentaires ont aussi augmenté en raison de l'accroissement des coûts d'importation.

33. Une étude menée dans différents pays pour déterminer le montant des dépenses d'alimentation des consommateurs indique que les prix des denrées de première nécessité ont augmenté dans tous les pays (tableau 1). Ces estimations locales sont conformes aux estimations nationales et mondiales des prix des denrées alimentaires. Ces tendances indiquent que la nourriture demeurera économiquement inaccessible aux personnes vivant dans la pauvreté et aux autres groupes vulnérables. L'augmentation des prix a forcé les ménages à consommer moins de viande, de produits laitiers, de légumes, de fruits et d'aliments transformés et à devenir fortement tributaires des céréales, des graisses et des huiles. Bien que ces aliments de base fournissent des calories, ils n'offrent pas suffisamment de protéines et de micronutriments essentiels tels que les vitamines et les sels minéraux. Par conséquent, la crise s'est traduite par une dégradation de la qualité de l'alimentation et les personnes pauvres, les jeunes, les infirmes et autres groupes vulnérables en ont subi les conséquences.

Tableau 1
Prix des aliments locaux dans quelques pays

Bangladesh (en milieu rural) (en taka)	**Février 2009**	**2007-2008**	**2006**
Riz (kg)	23/24	36	18/20
Lentilles rouges (kg)	100	112	80/85
Litre de Diesel	45	50-58	38-40
Indonésie (rural - en roupies)	**Février 2009**	**Août 2008**	**Février 2008**
Riz (kg)	4 250	3 750	4 000
Poisson frais (gros)	35 000	12 500	12 500
Huile de cuisson (litre)	8 600	8 250	5 500
Sucre (kg)	8 500	6 250	5 000
Indonésie (en milieu urbain)			
Riz (kg)	4 000-5 000	3 000-3 500	3 000
Huile à cuisson (litre)	8 000-9 000	6 500	5 000
Oeufs (kg)	13 000-14 000	13 000	14 000
Kenya (en milieu rural – en shillings)	**Février 2009**	**2008**	**2007**
Farine de maïs (2kg)	140	75	50
Riz (1kg)	80	60	60
Eau (20 litres)	2	1.5	1
Huile de Paraffine (250ml)	35	25	20
Haricots (250g)	30	15	10
Kenya (en zone urbaine)			
Farine de maïs (2kg)	120	72	40
Eau (20 litres)	3	2	1
Zambie (en zone rurale - en kwachas)	**Janvier 2009**	**Mai 2008**	**Janvier 2008**
Farine de maïs (25kg)	55 600	44 900	34 400
Kapenta (sardines/kg)	45 500	66 700	50 000
Haricots (kg)	11 400	12 500	8 300
Zambie (en zone urbaine)			
Farine de maïs (25kg)	53 800	44 900	34 400
Légumes (kg)	7 500	3 500	3 200
Boeuf (coupes variées |kg)	17 400	17 900	16 600
Jamaïque (en zone urbaine-en Dollar jamaïcain)	**2008/2009**	**2007/2008**	
Riz (grand sac)	800	300	--
Pain	180	80	--
Maquereau	60	40	--
Chou	80	35	--

Source : Institute of Development Studies. Accounts of crisis: poor people's experiences of the food, fuel and financial crises in five countries. Report on a pilot study in Bangladesh, Indonesia, Jamaica, Kenya and Zambia. IDS (2009).

34. Dans la mesure où les crises alimentaire et énergétique ont entrainé les pauvres des zones urbaines et rurales dans une plus grande pauvreté et provoqué une situation d'insécurité alimentaire, des manifestations publiques d'envergure ont éclaté dans plus de 30 pays[18]. Le nombre de personnes en situation d'urgence alimentaire est monté en flèche, en particulier dans les pays à faible revenu qui connaissent un déficit alimentaire. En vue de stabiliser la situation, de nombreux gouvernements ont mis en œuvre des moyens d'intervention à court terme qui consistent à changer l'orientation des politiques relatives aux biocarburants, afin de réduire la pression sur l'offre de produits alimentaires, à mettre sur les marchés locaux les stocks de semences détenus par l'État, à réduire ou suspendre les tarifs d'importation et à imposer des barrières à l'exportation. La Russie, l'Ukraine et plusieurs pays d'Asie centrale ont mis en place un système de contrôle des prix de détail sur les produits alimentaires de première nécessité comme le pain, le lait, les œufs et l'huile de cuisson. D'autres moyens d'intervention s'adressent directement aux groupes les plus vulnérables de la société. Le Chili a adopté un système de primes en argent ponctuelles aux 40 % les plus pauvres de la population, l'Inde a augmenté ses subventions alimentaires, l'Afrique du Sud les dépenses de son programme alimentaire global et la Namibie a mis en place un programme de distribution de vivres qui vise les pauvres et les ménages vulnérables.

35. Malgré ces mesures, on estime que 75 millions de personnes supplémentaires sont devenues sous-alimentées à travers le monde en raison de la crise alimentaire. Les crises financière et économique ont y ajouté 100 millions d'autres[19]. À elles seules, les crises alimentaire et économique ont porté le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde au-delà du milliard en 2009.

36. Bien que l'impact de la crise alimentaire et énergétique sur les pays en développement ait reçu beaucoup d'attention à l'échelle mondiale, les populations pauvres et les groupes vulnérables des pays développés ont également été mis à rude épreuve. La baisse des dépenses alimentaires des ménages à revenu intermédiaire ou faible a obligé les enfants et les adultes à manger moins souvent et à se contenter d'une alimentation moins variée et moins riche en éléments nutritifs[20]. La récente montée de la malnutrition chez les populations pauvres et les autres sociaux s'explique essentiellement par la baisse des revenus des ménages consécutive à la récession économique mondiale. En particulier, les personnes qui restent au chômage ou qui ont épuisé leurs économies sont de plus en plus tributaires des banques de produits. C'est la première fois de leur existence que bon nombre de ces nouveaux pauvres doivent s'en remettre à l'assistance publique. Le Département de l'agriculture des États-Unis dénombrait en 2008 49,1 millions de personnes appartenant à des ménages vivant dans l'insécurité alimentaire, contre 36,2 millions en 2007.

---

[18] FAO, IFAD, and WFP. 2008. High food prices: impact and recommendations for actions. Paper prepared by FAO, IFAD and WFP for the meeting of the Chief Executives Board for Coordination on 28-29 April 2008, Bern, Switzerland.

[19] FAO. 2010. Twenty-Seventh FAO Regional Conference for Europe. Yerevan, Armenia, 13 to 14 May 2010. ERC/10/7

[20] Nord, M. 2009. Les dépenses alimentaires ont baissé et la sécurité alimentaire s'est aggravée chez les ménages à revenus intermédiaires et à faibles revenus entre 2000 et 2007. Economic Information Bulletin No. 61. USDA: Washington, D.C.

C. Emploi

37. La plus profonde récession économique d'après-guerre a entraîné de nombreuses pertes d'emplois, aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement. Le nombre de chômeurs a atteint un record de 212 millions au début de l'année 2010 (figure 2). Déjà avant le déclenchement de la récession mondiale, de nombreux pays étaient en proie à une « croissance non créatrice d'emplois ». Même si la tendance à la montée du chômage connaît un reflux dans certaines des principales économies du monde, le nombre de chômeurs demeure élevé, dans l'ensemble, étant donné que la croissance du PIB ne s'est pas traduite par une croissance significative de l'emploi dans la plupart des pays.

38. On compte également un grand nombre de travailleurs au chômage qui ont cessé de rechercher un emploi pendant un certain temps ou qui travaillent à temps partiel. En outre, dans les pays en développement, une partie importante de la main-d'œuvre n'a eu d'autre choix que d'accepter un emploi précaire dans le secteur informel, car ne pouvant se permettre de rester sans emploi. Par conséquent, même si l'on assiste à une relance de la production dans la plupart des pays, les perspectives de croissance de l'emploi demeurent sombres floues dans le meilleur des cas, comme le montrent les tendances contradictoires constatées entre régions et pays et en leur sein. L'expérience montre que la relance de l'emploi accuse en moyenne un retard de quatre à cinq ans par rapport à celle du PIB.

39. À la suite des mesures exceptionnelles d'incitation adoptées par les gouvernements, le taux de chômage dans les 16 pays de la zone euro et aux États-Unis s'est stabilisé aux alentours de 10 %. La crise financière a entraîné la suppression d'environ 8 millions d'emplois rien qu'aux États-Unis. S'agissant des 27 pays de l'Union européenne, on estime que 23,1 millions de personnes y étaient au chômage[21]. Même si la situation économique s'améliore, bon nombre de ces emplois ne seront pas recréés. Les initiatives de relance de l'emploi au sein de l'Union européenne vont vraisemblablement être contrariées par la crise actuelle de la dette.

40. Dans les pays en transition, le taux de chômage ne cesse de s'accroître, et dans les pays à faible revenu, les perspectives d'emploi des chômeurs et des travailleurs pauvres demeurent peu encourageantes, le rythme de la création d'emplois traînant loin derrière celui de l'arrivée de nouveaux venus sur le marché du travail. Depuis 2008, 100 millions de personnes sont venues grossir les rangs des travailleurs pauvres[22]. Le taux de chômage des jeunes a également continué d'augmenter, atteignant 24,7 % en Espagne et 18,5 % en Irlande en 2009[23].

41. L'augmentation considérable du nombre d'emplois précaires dans les pays en développement, aussi bien dans le secteur formel que dans le secteur informel, est mis sur le compte de la crise mondiale. Bon nombre de petites entreprises du secteur informel employant un grand nombre de femmes et d'enfants ont subi les effets de la baisse de la demande et des prix, ainsi que des fluctuations des taux de change.

---

[21] Eurostat. 2010. Le taux de chômage s'élève à 10 % dans la zone euro et à 9,6 % dans l'Europe des. Mai. Eurostat News Release, Euro Indicators, 97/2010 – 2 July 2010.

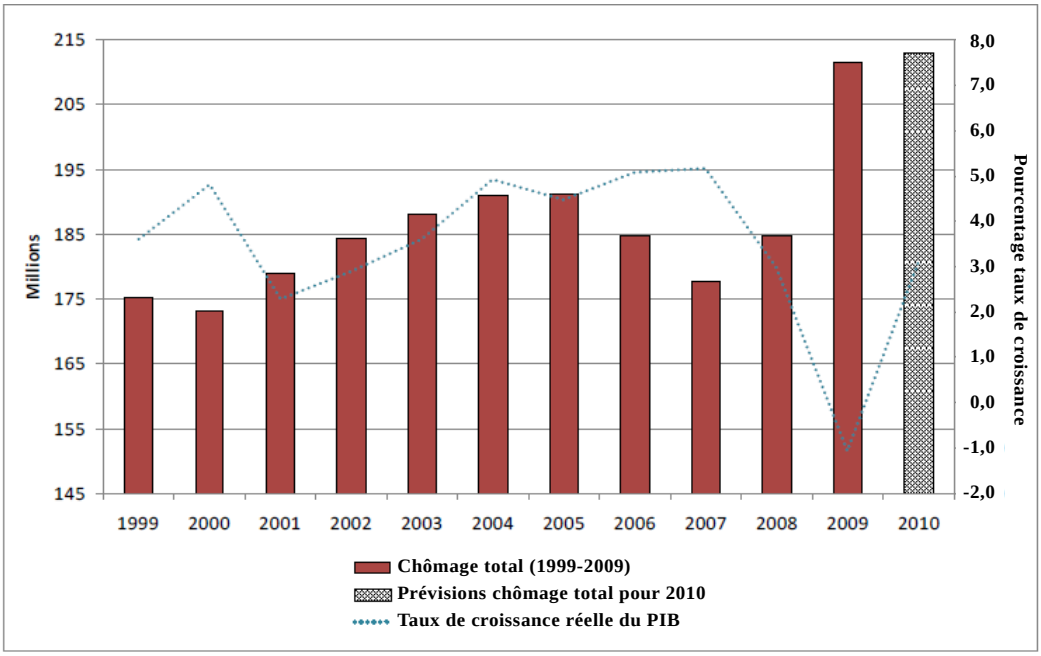
[22] BIT. Tendances mondiales de l'emploi. Janvier 2010.

[23] Scarpetta, S., Sonnet, A. and Manfredi, T. 2010. "Rising youth unemployment during the crisis: how to prevent negative long-term consequences on a generation?", OECD Social, Employment and Migration Working Papers, No. 106, OECD: Paris.

En conséquence, de nombreux travailleurs du secteur informel ont perdu leur emploi. D'autres ont vu leur contrat de travail s'écarter des normes. En Indonésie, par exemple, on estime qu'entre 65 200 à 200 000 travailleurs à domicile du secteur de la confection ont perdu leur emploi en raison de la crise[24].

42. Une étude portant sur les travailleurs du secteur informel urbain en Afrique du Sud, au Malawi, au Kenya, au Pérou, en Thaïlande, en Indonésie, au Pakistan, en Inde, en Colombie et au Chili a également fait ressortir une forte baisse du nombre de personnes employées à domicile par les producteurs et les fournisseurs ayant des liens avec différentes chaînes mondiales d'approvisionnement [25]. D'autres travailleurs du secteur informel tels que les marchands ambulants et les récupérateurs de déchets ont également dû faire face à la baisse de la demande locale et internationale et des prix de vente. 85 % des récupérateurs de déchets et 62 % des marchands ambulants ont fait état d'une baisse du volume de leurs ventes ou de leur activité entre janvier et juin 2009. Contrairement aux chômeurs des pays développés, ces travailleurs ne bénéficient d'aucun régime de protection sociale. Par conséquent, ils connaissent une situation plus précaire et la crise les a davantage plongés dans l'extrême pauvreté.

Figure 2
Tendances du chômage et du PIB à l'échelle mondiale (1999-2010)



Note : Les données pour 2009 et 2010 sont des estimations préliminaires.

Source : ILO: *Global Employment Trends* (Genève, janvier 2010); IMF: *World Economic Outlook* (Washington, octobre 2009).

[24] Green, D., King, R., and Miller-Dawkins, M. 2010. The global economic crisis and developing countries: impact and response. Working draft for consultation. Oxfam Research Report, Oxfam International.

[25] Horn, Z.E. 2009. No cushion to fall back on: the global economic crisis and informal workers, Inclusive Cities Study. Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing.

43. À la lumière de ces tendances, il se pourrait que les taux de chômage ne reviennent à leur niveau d'avant la crise que plusieurs années après une pleine reprise de l'économie et des échanges mondiaux. Selon les *Perspectives de l'économie mondiale* du Fonds monétaire international (FMI), l'évolution du taux de chômage risque d'accuser un retard d'un an et demi sur la reprise économique. Le Bureau international du travail (BIT) estime également que les politiques anticycliques du G20 auront permis de sauvegarder ou de créer 21 millions d'emplois dans les pays membres de ce groupe en 2010[26]. Ces politiques ont, dans une large mesure, limité le nombre d'emplois perdus. Elles ont également permis d'atténuer les effets de la récession grâce à la mise en place et à l'accroissement du nombre de bénéficiaires d'allocations de chômage. Toutefois, de telles politiques n'ont pas été mises en œuvre dans les pays à faible revenu, la marge de manœuvre budgétaire de ces derniers étant réduite.

44. S'il est vrai que les tendances du chômage à l'échelle mondiale offrent une vue d'ensemble de l'impact social de la récession, elles ne reflètent pas pour autant les effets de la crise sur les différents groupes sociaux. Par exemple, alors que le taux de chômage aux États-Unis était de 9,7 % en mai 2010, il était encore plus élevé chez les Noirs (15,5 %) et chez les Hispaniques (12,4 %). Les taux de chômage des jeunes et des travailleurs les moins instruits ont également connu un plus fort accroissement[27].

---

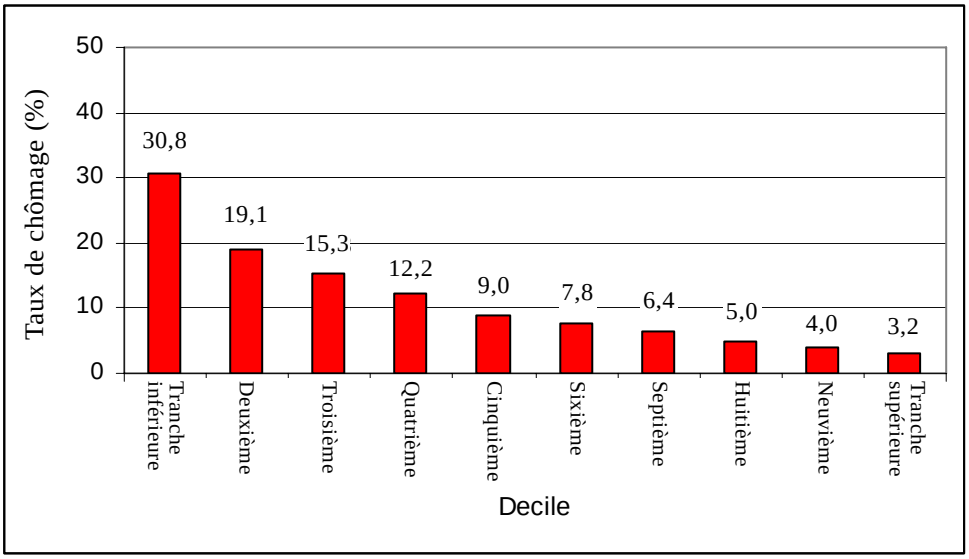
[26] BIT. Accélérer une reprise riche en emplois dans les pays du G20 : Leçons de l'expérience. Rapport du BIT, avec des contributions de fonds de l'OCDE à la réunion des ministres de l'emploi et du travail, 20-21 avril 2010, Washington, DC.

[27] Elsby, M., Hobijn, B. and Sahin, A. 2010. The labour market in the Great Recession. Prepared for Brookings Panel on Economic Activity, March 18-19.

Encadré 1

Taux de chômage aux États-Unis selon la répartition des revenus des ménages, quatrième trimestre de 1009

Aux États-Unis, les taux de chômage ont considérablement baissé avec l'accroissement des revenus des ménages. Le taux de chômage des travailleurs de la tranche inférieure des 10 % était environ de 31 %, contre 3,2 % pour les travailleurs de la tranche supérieure de revenu. Par conséquent, les travailleurs à faible revenu ont été confrontés à une véritable dépression du marché de l'emploi.

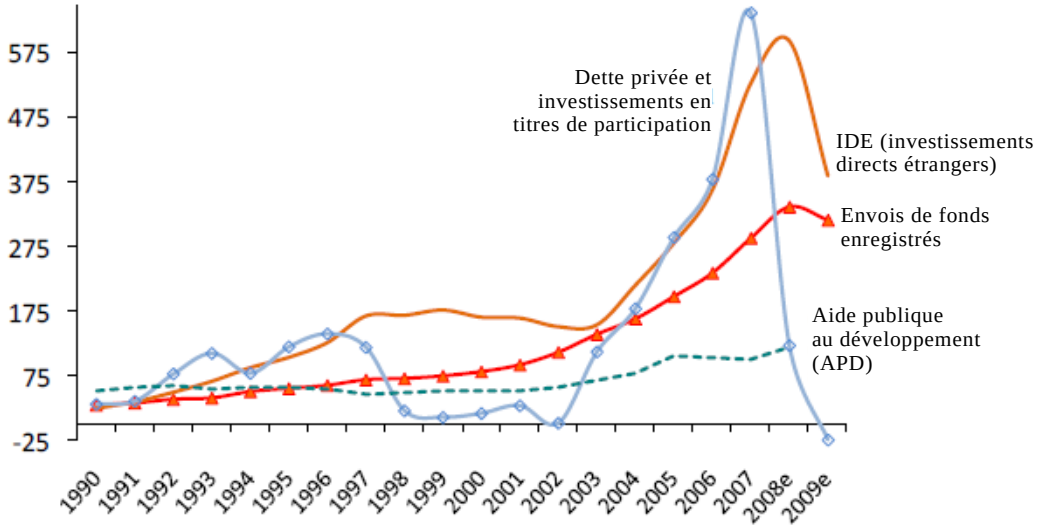


* *Source* : Sum, A. and Khatiwada, I. 2010. The labor market impacts of the Great Recession of 2007-2009 on workers across income groups. http://www.spotlightonpoverty.org/ExclusiveCommentary.aspx?id=12f13dec-535a-4586-872a-8abf5dc1c80d

D. Envois de fonds

45. D'un montant total de 336 milliards de dollars en 2008, soit pratiquement trois fois celui de l'aide publique au développement (APD), les envois de fonds sont devenus un important moyen de compléter les revenus, ce qui permet de soutenir la consommation des familles et de financer les investissements dans les pays en développement. Les envois de fonds constituent une part substantielle du PIB de bon nombre de pays à faible revenu. Ils constituent 50 % du PIB du Tadjikistan et plus de 20 % de celui du Kirghizistan, du Lesotho et d'Haïti.

Figure 3
Importance des envois de fonds à destination des pays en développement
(En milliards de dollars des États-Unis)



Source: World Bank Migration & Remittances team and Global Development Finance database.

46. Toutefois, les craintes exprimées au début de la récession mondiale d'assister à une forte baisse des envois de fonds ne se sont pas traduites dans les faits. Les données de la Banque mondiale indiquent que les envois de fonds vers la plupart des pays ont, dans une large mesure, bien résisté à la crise (figure 3). Néanmoins, cette apparente résistance pourrait être la conséquence des fluctuations des taux de change : à mesure que le dollar des États-Unis se déprécie, la valeur des envois de fonds augmente d'un montant donné dans la monnaie du pays de destination ou d'origine. Il n'en demeure pas moins que les envois de fonds officiellement enregistrés en direction des pays en développement ont baissé d'environ 6 %, passant de 336 milliards de dollars en 2008 à 316 milliards de dollars en 2009[28]. Cependant, la reprise de la croissance de la production dans les économies avancées et les principales économies émergentes se traduira vraisemblablement par un accroissement des envois de fonds en direction des pays en développement de 6,2 % en 2010 et de 7,1 % en 2011.

47. Même si l'on assiste à une légère baisse des envois de fonds, ceux-ci peuvent constituer un mécanisme régulateur et une forme d'assurance sociale pour les ménages des pays qui en sont bénéficiaires. Cela étant, ils ne pourront pallier, dans la plupart des cas, l'absence d'un système de protection sociale adapté.

48. Il y a lieu de noter que l'impact de la récession mondiale sur les envois de fonds varie d'une région à l'autre. Les envois de fonds vers l'Amérique latine, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, l'Europe et l'Asie centrale ont baissé de 12, 8 et 21 % respectivement en 2009 en raison de la crise économique mondiale. Les

[28] Ratha, Dilip, Sanket Mohapatra, and Ani Silwal. (2010). Outlook for remittance flows 2010-11. Migration and Development Brief 12. Development Prospects Group, World Bank.

envois de fonds des travailleurs émigrés des pays du Conseil de coopération du Golfe vers l'Asie de l'Ouest ont baissé de 22,7 milliards de dollars en 2008 à 18,9 milliards de dollars en 2009 [29]. Cette forte baisse devrait avoir des répercussions négatives sur les initiatives de réduction de la pauvreté et le chômage dans des pays tels que la Jordanie et le Liban, où les transferts de fonds représentent une part substantielle du PIB[30]. Les transferts de fonds vers l'Afrique subsaharienne ont également baissé de 3 % en 2009. Toutefois, les transferts de fonds vers l'Asie du Sud et l'Asie de l'Est ont, dans l'ensemble augmenté en 2009, certes à un rythme plus lent que durant la période qui a précédé la crise[28], pendant que ceux à destination de 10 pays de l'UE se sont ralentis du fait du mouvement inverse de migration vers la Pologne, la Roumanie et les États baltes de personnes qui travaillaient dans d'autres pays de l'UE.

E. Santé

49. Bien que la plupart des pays concernés n'aient pas réalisé des enquêtes pour évaluer l'impact des crises actuelles sur les populations et les résultats en matière de santé, les données tirées des crises passées permettent de penser que la conjonction actuelle de crises aura des répercussions à long terme sur le fonctionnement des services publics et les résultats escomptés en matière de santé. Les crises alimentaire et énergétique ont eu des répercussions en matière de santé à travers la faim et la malnutrition, notamment chez les nouveau-nés et les enfants. Avec la crise actuelle, les régimes alimentaires deviennent de plus en plus déséquilibrés[31]. Dans les pays en développement, les répercussions de cette situation sur les populations pauvres des zones urbaines et les acheteurs nets de produits alimentaires des zones rurales ont également été graves du point de vue nutritionnel. Les carences nutritionnelles touchant l'ensemble de la société sont difficilement conciliables avec le développement économique. Des études ont estimé que les pays concernés pourraient perdre 2 à 3 % de leur PIB en raison de carences en éléments nutritifs essentiels tels que le fer, l'iode et le zinc[32]. Ceci est dû au fait que la nutrition à des effets pernicieux sur la survie, la santé et le développement du potentiel de l'enfant.

50. Les crises mondiales ont également porté un coup d'arrêt aux progrès réalisés au prix de grands sacrifices en vue de réduire la mortalité infantile, d'améliorer l'accès à des médicaments qui sauvent la vie, et de traiter et de prévenir la tuberculose, le paludisme et les autres maladies tropicales négligées. Des études récentes ont montré que les taux de mortalité, aussi bien infantile que maternelle, ont baissé dans les pays en développement. La mortalité chez les enfants âgés de moins de cinq ans a baissé de 12,5 millions en 1990 à 8,8 millions en 2008. Des données préliminaires montrent également des signes de progrès dans la réduction

---

[29] ESCWA. *Report of the Expert Group Meeting on the Global Financial and Economic Crisis: The Social Impact and Response in ESCWA Countries* (E/ESCWA/SDD/2009, 11 December 2009).

[30] Arab Labour Organization and International Organization for Migration, *Intra-regional Mobility in the Arab World*, ALO/IOM, Cairo, 2010.

[31] Lock, K., Stuckler, D., Charlesworth, K., and McKee, M. 2009. "Potential causes and health effects of rising global food prices", British Medical Journal, 339: 269-272.

[32] Alderman, H. 2005. Linkages between poverty reduction strategies and child nutrition: An Asian perspective. *Economic and Political Weekly* 40:4837-4842.

de la mortalité maternelle[33]. Toutefois, ces progrès ont été lents et insuffisants pour réaliser l'OMD 5 (réduire de trois quarts le taux de mortalité maternelle à l'horizon 2015). Les crises mondiales sont de nature à ralentir les progrès, dans la mesure où le niveau nutritionnel général se détériore avec la baisse des revenus des ménages et la montée en flèche des prix des denrées alimentaires, ainsi que la réduction des dépenses publiques consacrées à la santé.

51. La Banque mondiale estime que 55 000 nourrissons et 260 000 enfants âgés de moins de 5 ans pourraient mourir en 2015, en raison de la récession mondiale. Le nombre de personnes ne disposant pas d'eau salubre pourrait s'élever à 100 millions, ce qui accroît les risques de décès dus à des maladies liées à l'eau et susceptibles d'être prévenues. En Asie, la crise actuelle pourrait accroître les taux d'anémie maternelle de 10 à 20 % et la prévalence de l'insuffisance pondérale à la naissance pourrait atteindre 5 à 10 %. Le taux d'enfants souffrant d'un retard de croissance pourrait augmenter de 3 à 7 % et celui d'enfants souffrant d'émaciation de 8 à 16 %[34].

52. La crise économique a également eu des répercussions sur les résultats en matière de santé, notamment sur les principaux facteurs déterminant la santé que constituent la situation professionnelle, le revenu, le niveau d'instruction, la nutrition, l'habitat et l'accès à de l'eau salubre. Les États ont réduit leurs dépenses de santé en termes réels. En outre, les flux d'aide en matière de santé ont sans doute baissé. Par exemple, l'aide publique au développement (APD) du Comité d'aide au développement de l'OCDE a baissé en dollars courants de 122,3 milliards en 2008 à 119,6 milliards en 2009[13]. Cette baisse a un impact sur les programmes de vaccination d'enfants, l'acquisition de médicaments essentiels et la dotation des structures sanitaires publiques en personnel. La baisse des dépenses publiques consacrées aux routes et aux dispensaires en milieu rural signifie que l'accès des populations pauvres de ces zones aux services de soins de santé primaires sera plus difficile.

53. La crise a également entraîné des fluctuations monétaires. Les pays dont la monnaie a été dévaluée doivent désormais supporter des coûts plus élevés à l'importation de médicaments qui peuvent sauver des vies. L'accroissement du coût des médicaments a atteint jusqu'à 30 % en Afrique, en Europe et en Asie centrale[35]. Ceci a eu une incidence directe sur la fourniture de tels médicaments aux personnes vivant avec le VIH/sida et la tuberculose. Dans les pays industrialisés, qui connaissent un vieillissement de la population, le coût de la fourniture de médicaments essentiels a également augmenté.

54. La baisse des revenus a poussé certains ménages à renoncer aux soins médicaux ou à les remettre à plus tard. Les difficultés économiques ont souvent des conséquences néfastes sur la santé (troubles psychiques, dépression, anxiété, toxicomanie et comportement asocial, par exemple). Des travaux de recherche menés aux États-Unis montrent que les travailleurs instruits sont les plus exposés à

---

[33] Nations Unies. 2010. Rapport sur les objectifs du Millénaire pour le développement de 2010. Nations Unies : New York.

[34] UNICEF. Impact de la crise économique sur les enfants. Rapport de conférence, 6-7 janvier 2009, Singapour.

[35] WHO. 2009. Impact of financial crisis on health: a truly global solution is needed. Statement by WHO Director-General, Dr. Margaret Chan. 1 April.

la maladie lorsque le chômage augmente en période de récession [36]. D'autres résultats obtenus dans les pays de l'UE montrent également que la montée rapide et importante du chômage va souvent de pair avec un accroissement à court terme des suicides chez les hommes et les femmes en âge de travailler, ainsi que des homicides [37]. L'accroissement de 1 % du taux de chômage s'accompagne d'une augmentation de 0,79 % du nombre de suicides et d'homicides. Au Japon [38] et au Royaume-Uni [39], par exemple, les cas de suicide et de détresse mentale ont également augmenté avec la crise actuelle.

F. Éducation

55. Avant les crises, les pays en développement avaient fait des progrès notables vers l'universalisation de l'enseignement primaire. Depuis 1999, le nombre d'enfants non scolarisés a baissé de 33 millions. En outre, bon nombre de pays ont franchi le seuil de scolarisation de 90 % depuis l'an 2000[40]. Cependant, 72 millions d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire demeurent non scolarisés, pendant que les taux d'abandon demeurent une source de préoccupation majeure dans de nombreux autres pays. La persistance de ces résultats indésirables en matière d'éducation s'explique par des problèmes tels que la discrimination à l'égard des femmes, les inégalités de revenus, l'exclusion et l'accès limité aux installations scolaires.

56. Les effets combinés du ralentissement de la croissance économique, de l'aggravation de la pauvreté et des restrictions budgétaires pourraient remettre en cause les acquis de la décennie écoulée. Les systèmes éducatifs en Afrique subsaharienne pourraient, comme conséquence directe de la crise, être privés d'environ 4,6 milliards de dollars de dépenses publiques aussi bien en 2009 qu'en 2010[41]. En outre, la Banque mondiale estime que 350 000 élèves supplémentaires pourraient, en raison de la crise, ne pas aller au bout de leurs études primaires en 2015. S'agissant des pays qui avaient supprimé les frais de scolarité, la crise pourrait ne pas avoir d'incidence sur les effectifs et les abandons. Toutefois, la qualité de l'enseignement pourrait s'en ressentir du fait des restrictions concernant l'approvisionnement en fournitures scolaires telles que les livres, ainsi que le recrutement et le maintien en fonction d'enseignants.

57. Une étude menée dans 43 pays par *Education International* nous apprend que l'impact de la crise économique mondiale sur le secteur de l'éducation a été fortement ressenti en Europe, en Amérique du Nord et dans certains pays asiatiques.

---

[36] Edwards, R. 2008. "Who is hurt by procyclical mortality?", *Social Science and Medicine*, vol. 67:2051-2058.

[37] Stuckler, D., Basu, S., Suhrcke, M., Coutts, A., and McKee, M. 2009. "The public health effect of economic crises and alternative policy responses in Europe: an empirical analyis", *The Lancet*, vol. 374: 315-323.

[38] Ryall. J. 2009. "Japanese suicides rise as world recession hits country's businessmen." http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/asia/japan/5273786/Japanese-suicides-rise-as-world-recession-hits-countrys-businessmen.html

[39] Medical News Today. 2008. "Samaritans report 25% increase in calls as financial crisis hits, UK". http://www.medicalnewstoday.com/articles/123937.php

[40] UNESCO. *Education for All Global Monitoring Report 2009*. UNESCO: Paris.

[41] UNESCO. *Education for All Global Monitoring Report 2010*: Reaching the marginalized. UNESCO: Paris.

Même s'ils étaient limités dans certaines parties du monde, les effets de cette crise se faisaient encore ressentir dans d'autres au moment où cette étude était réalisée[42]. Dans les pays pauvres et dans ceux qui sortent d'un conflit, il n'a pas été aisé d'isoler les effets de la crise financière, dans la mesure où ces pays étaient déjà en proie à de nombreuses difficultés.

58. Les principaux effets de la récession économique mondiale sur l'éducation se font encore sentir à travers les crédits alloués à ce secteur. Les engagements d'aide à l'éducation ont stagné au cours de ces dernières années, après une période d'augmentation[41]. L'impact des flux de l'APD sur le secteur de l'éducation ne sont pas encore apparents dans bon nombre de pays en développement. Toutefois, la baisse de l'aide internationale a touché des pays tels que le Nicaragua, obligeant des parents à retirer leurs enfants de l'école[43].

59. Dans les pays en développement où l'on compte une proportion importante et croissante d'enfants en âge de fréquenter l'école, la baisse des recettes de l'État pourrait ralentir le rythme de l'amélioration de l'accès à l'éducation, la construction de nouvelles salles de classe, ainsi que la formation et le recrutement d'enseignants. Les initiatives destinées à améliorer la qualité de l'éducation à tous les niveaux risquent également d'en pâtir. L'on craint également que la montée du chômage et des prix des produits alimentaires entraîne une détérioration de la situation économique des ménages et réduise la capacité des ménages à revenu intermédiaire ou faible d'acquérir des biens et des services, notamment en matière d'éducation. Il se peut que les ménages touchés aient été obligés de ne pas scolariser leurs enfants et que les enfants les plus âgés des familles pauvres aient été retirés de l'école pour occuper des emplois précaires ou travailler dans les champs de la famille afin d'améliorer le revenu des ménages.

60. La crise économique a également eu de graves répercussions sur l'éducation dans les pays industrialisés en raison de la baisse des impôts. En Amérique du Nord, on a assisté à un gel des recrutements dans la plupart des collèges et universités et à des réductions des salaires, des avantages sociaux et des dépenses de fonctionnement[44]. Dans bon nombre d'États fédérés, des coupes claires ont été effectuées dans le financement des écoles, entraînant des licenciements d'enseignants et la suppression de certains programmes[45]. La crise financière a sans doute rendu l'enseignement supérieur hors de portée des familles à faible revenu. Une enquête menée par *Education International* a également montré que la récession mondiale s'est traduite par des compressions budgétaires dans le secteur de l'éducation à travers l'Europe. Celles-ci ont englobé des réductions de la masse salariale, des dépenses administratives et des investissements.

---

[42] Education International. The global economic crisis and its impact on education. http://download.eiie.org/Docs/WebDepot/Report_of_the_EI_Survey_on_the_Impact_of_the_Global_Economic_Crisis_on_Education_en.pdf.

[43] José Adán Silva. "Nicaragua: universal primary education still far off", Inter Press Service, 1 April 2009. http://ipsnews.net/news.asp?idnews=46354.

[44] http://indiabudget.nic.in/ub2009-10(I)/ubmain.htm.

[45] National Education Association. Impact of economic crisis on education reports from selected states. http://www.nea.org/home/30145.htm.

G. Intégration sociale

61. Les récessions constituent généralement une mauvaise nouvelle pour les groupes professionnellement ou socialement marginalisés. Par conséquent, l'effet combiné des crises mondiales rendra plus difficile la réalisation de l'objectif que constituent la cohésion et l'intégration, aussi bien au sein des sociétés qu'entre celles-ci. Le chômage de longue durée chez les jeunes et d'autres groupes sociaux, en particulier, ne facilitera pas l'insertion sociale de ces groupes. L'intensification de la concurrence pour l'accès aux services publics pourrait également contrecarrer les actions menées en vue de l'insertion des groupes exclus et marginalisés, à l'heure où interviennent d'importantes compressions budgétaires touchant l'éducation, les soins de santé, les transports publics, les structures d'accueil pour enfants et les programmes de formation professionnelle de travailleurs. La fourniture de ces services a été au cœur des modèles sociaux mis en place en Europe. Cependant, étant donné que les gouvernements accordent désormais la priorité à la réduction des déficits budgétaires à travers l'Europe, les mesures d'austérité actuellement adoptées pourraient remettre en cause les politiques sociales et les régimes de protection sociale qui ont joué un rôle primordial dans la promotion de l'intégration sociale dans la région.

62. Dans les pays en développement, la baisse des recettes de l'État, conjuguée à la pénurie de ressources et à l'inefficacité des services publics, rendra beaucoup plus difficile la réduction des inégalités verticales et horizontales. La situation des groupes marginalisés, qui sont souvent confrontés à des obstacles administratifs et géographiques plus élevés en matière d'accès aux services publics et aux infrastructures, pourrait s'aggraver, étant donné que les gouvernements réduisent les dépenses sociales et les investissements en matière d'infrastructures publiques. Les pertes d'emplois pourraient accroître le risque de voir les travailleurs pauvres devenir de plus en plus exclus du service public minimum auquel ils sont en droit de s'attendre dans le secteur formel.

63. En raison de la concurrence aiguë que suscite la raréfaction des emplois et des ressources publiques, les périodes de crise sont également propices aux tensions sociales. Comme il a été noté plus haut, l'augmentation des prix des produits alimentaires a entraîné des protestations de masse dans plus de 30 pays. L'animosité à l'égard des migrants peut être exacerbée à mesure que les opportunités d'emploi se raréfient.

V. Conclusions et recommandations

64. Les effets conjugués des crises mondiales ont ralenti le rythme de la réduction de la pauvreté et aggravé l'insécurité alimentaire dans les pays pauvres. Les progrès réalisés au cours de la décennie écoulée en faveur d'un travail décent sont également remis en cause et l'intégration sociale est devenue un objectif de plus en plus difficile à atteindre.

65. Même si les crises alimentaire et énergétique et la crise économique mondiale sont surmontées, leur impact sur le développement social va persister. Comme le montrent les leçons tirées de l'expérience, il faudra plusieurs années pour regagner le terrain perdu en matière de la lutte contre la pauvreté et la faim, même si la croissance économique est rétablie relativement rapidement après la crise.

66. En outre, des crises périodiques de cette nature vont survenir à nouveau. Leur impact sera vraisemblablement aggravé par les effets du changement climatique et d'autres nouvelles menaces. Par conséquent, les gouvernements devraient résolument se pencher sur les moyens les plus efficaces de prévenir de nouvelles crises et, le cas échéant, de mieux les gérer grâce à des politiques et interventions efficaces telles que les politiques macroéconomiques anticycliques, les mécanismes de garantie de l'emploi, les transferts monétaires et la protection sociale pour tous. Cela nécessitera une coopération internationale plus poussée dans des domaines aussi variés que la gouvernance financière et économique et le changement climatique, ainsi que la poursuite des initiatives des gouvernements et des partenaires du développement destinées à faire face aux causes profondes de la pauvreté et de la privation sous toutes ses formes.

67. Il est tout aussi important de faire bénéficier toutes les personnes vulnérables d'une protection sociale et de mettre en œuvre des politiques de développement favorisant l'insertion sociale. Il y a également lieu de s'attacher tout particulièrement à la lutte contre le taux de chômage élevé chez les jeunes et les autres groupes défavorisés, afin que ceux-ci ne perdent pas le contact avec le marché du travail organisé. Cela nécessitera des initiatives visant à améliorer les compétences et la compétitivité des jeunes et des femmes. Dans ce domaine, la réussite sera fonction de la marge d'action dont disposeront les pays en développement en matière budgétaire.

68. Par ailleurs, les politiques et stratégies de développement national devraient être réorientées, dans le souci de mettre l'accent sur les populations, la croissance durable et les réformes structurelles. À court terme, les principales considérations de politique générale devraient être orientées vers une relance économique soutenue, l'aide d'urgence en matière d'alimentation et de nutrition à ceux qui en ont besoin, la stimulation de la productivité en milieu rural et la création d'emplois décents grâce à des investissements dans le domaine des technologies vertes et l'expansion des infrastructures publiques.

69. Les gouvernements et leurs partenaires du développement devraient accroître les investissements publics et privés dans le domaine de l'agriculture. Ces investissements permettront de la production agricole, de générer des recettes d'exportation et de réduire la pauvreté et la faim, grâce à la baisse des coûts réels des produits alimentaires et à l'accroissement du revenu réel des petits paysans.

70. Outre une nouvelle réflexion sur les stratégies de développement, il est urgent de mettre en place une nouvelle architecture économique et financière mondiale mieux à même de faire face aux risques systémiques aux niveaux national et international. Cela nécessitera une réforme du mode de fonctionnement des établissements financiers et le renforcement de la coopération à l'échelle mondiale.